

## RÉSOLUTION POLITIQUE

(Suite de la p. 1)

- a) De la lutte antimilitariste et anticolonialiste;  
b) De la lutte antifasciste et anticléricale;  
c) De la lutte dans les entreprises;  
d) De la lutte pour les loisirs des jeunes.

3° La campagne politique principale sera menée dans tous les domaines contre la guerre d'Indochine et contre toutes entreprises colonialistes dont les jeunes travailleurs seront les premières victimes.

4° Les militants de la J.C.I. lutteront pour ce programme en ayant chacun un milieu de travail jeune en vue du recrutement pour la J.C.I. Leur travail sera dirigé par leur cellule. Dans l'organisation, la démocratie et la liberté d'expression la plus grande sont garanties; dans l'action, à l'extérieur une discipline rigoureuse sera exigée.

5° La crise politique actuelle de la Jeunesse Socialiste requiert l'attention particulière de l'organisation. Si cette crise devait se prolonger et si la confusion politique qui y règne devait se développer à l'intérieur de la J.S., des symptômes de pourrissement se manifesteraient à l'intérieur de toute l'organisation tels qu'ils s'en manifestent actuellement dans la Région Parisienne. Cette crise est causée par l'opposition entre le P.S. réformiste et la jeunesse dont la volonté de lutte ne peut trouver d'expression sous la tutelle du P.S. Et elle engendre un courant gauchiste à l'intérieur de la J.S.

La J.C.I. doit faire tous ses efforts pour que cette évolution se fasse en direction du programme de la IV<sup>e</sup> Internationale, c'est-à-dire en France en direction du programme de la J.C.I.

En nous montrant les meilleurs défenseurs de la jeunesse ouvrière, en regroupant autour de notre programme une zone de sympathisants de plus en plus large, nous serons un véritable pôle d'attraction pour les Jeunesses Socialistes.

Les J.C.I. se montreront des camarades de combat pour les J.S. et critiqueront leurs positions politiques sans sectarisme et sans arrogance.

6° Vis-à-vis de l'Union de la Jeunesse Républicaine de France :

a) La J.C.I. combat le stalinisme qui a abandonné le communisme et le discrédité en gardant son nom;  
b) Sur le plan des jeunes, nous combattons :

— Le patriotisme de l'U.J.R.F. et ses campagnes de calomnie qui empuantissent le mouvement ouvrier;

— La conception même de l'U.J.R.F. qui, au lieu de constituer une organisation de classe de la jeunesse exploitée et y former des cadres pour la révolution, regroupe les jeunes sur un plan patriotique et les empêche de développer leur conscience de prolétaires;

c) Partout où un contact réel est possible (Front laïque et antifasciste de la jeunesse, Auberges de Jeunesse, dans les milieux étudiants), les militants J.C.I. s'attacheront à convaincre les U.J.R.F. et, en association avec les J.S., lutteront contre le noyautage bureaucratique de l'U.J.R.F., en particulier dans les A.J., et s'opposeront à l'éviction de nos camarades du Mouvement laïque des Auberges de Jeunesse.

Partout, nos militants seront d'actifs partisans de l'unité d'action de la jeunesse travailleuse contre l'exploitation et le fascisme.

A tous les échelons, ils lutteront pour faire du Front laïque et antifasciste de la Jeunesse un organisme de combat et d'action contre le cléricalisme et le fascisme et pour la défense des intérêts des jeunes travailleurs.

# TROIS REVENDICATIONS ESSENTIELLES pour la jeunesse travailleuse

- ★ Minimum vital en 40 heures.
- ★ A travail égal, salaire égal.
- ★ Contrôle ouvrier sur l'apprentissage.

## Préparons la prochaine vague

La plus importante vague de grèves depuis la Libération se termine. Une fois de plus les travailleurs ont été muselés par le patronat et leurs valets, les dirigeants syndicaux. Malgré cet effort conjugué contre leurs revendications, les ouvriers ont quand même dans la plupart des cas été victorieux. C'est ainsi que les ouvriers de la presse ont obtenu 17 % d'augmentation, que chez Citroën, chez Parangon, Charraire, ils obtenaient 5 francs de l'heure. Les ouvriers de chez Unic, Lockheed, Renaudin, Air Liquide étaient victorieux après quelques heures de grèves.

### Les bonzes contre la grève

Malheureusement, il y eut ces derniers temps des échecs ou semi-échecs. La grève de l'usine Râteau en fut le cas le plus typique. Une volonté de combat animait tous les travailleurs. Il fallut aux bonzes du syndicat des métaux une voiture haut-parleur pour expliquer aux travailleurs qu'ils ne devaient pas débrayer car dès le début leurs discours avaient été couverts par les huées des ouvriers. Mais rien n'y fit et la grève continua. Alors, les responsables de la Fédération employèrent d'autres méthodes. Leur tactique fut d'isoler l'usine et ils s'y employèrent avec toute la science qu'ils possèdent dans ce genre de besogne et elle n'est pas mince... Résultat : le personnel reprend le travail au bout de 10 jours de grève avec 700 francs par mois pour les manœuvres et 400 francs pour les ouvriers spécialisés.

La grève de la Presse se termina sur un compromis avec le gouvernement et les patrons. L'erreur fondamentale des travailleurs de cette corporation fut de n'avoir su obliger leur direction à agir pour étendre la grève à d'autres fédérations.

Le patronat a très bien senti le danger de cette vague de grèves qui avait les possibilités de s'étendre. C'est pourquoi son attitude se fit de plus en plus ferme et avec l'aide des organisations ouvrières la voix des travailleurs s'est tue.

La campagne sur la baisse des prix se fait maintenant plus ferme. La C.G.T. organise des conférences avec les comités d'entreprises. Le « minimum vital » est entré en application et de belles promesses sont faites aux travailleurs. Au cours de la manifestation du Champ-de-Mars les dirigeants syndicaux ont fait user les chaussures des travailleurs et surtout ils ont soulevé la soupape de sûreté et le mécontentement de la classe ouvrière s'est calmé. Le vieux fon-

tionnaire de la C.G.T., Jouhaux, a expliqué que les salaires n'étaient pas bloqués et qu'il fallait exiger des primes de rendement. Cela veut dire que les ouvriers doivent encore travailler plus vite s'ils veulent gagner un peu plus, évidemment au grand profit du patronat.

### Comment vaincre

Il apparaît après cet examen de la tactique du patronat, du gouvernement, des organisations ouvrières, que les obstacles à surmonter sont grands. Mais comment vaincre ? Un militant du P.C.F. me disait il y a quelques jours : « Les travailleurs ne tiendront pas huit jours de grève à l'heure actuelle ». Mais comment ont tenu les travailleurs de la presse ? Après un appel à la solidarité ouvrière, les cadres de la presse ont versé l'intégralité de leur traitement. Les ouvriers de chez Parangon éditaient un journal vendu au profit de la caisse de grève. Il y a quelques mois les brasseurs de Lille faisaient mar-

les brasseries pour leur propre compte et les patrons capitulaient.

### Après la première vague

Ainsi, la première vague de grèves se termine. Il faut tirer les leçons de ces luttes et préparer les prochaines avec toutes les chances de succès du côté des travailleurs.

Il apparaît clairement que les revendications essentielles des travailleurs doivent avoir comme objectifs à chaque grève qui éclate de prendre contact avec les usines environnantes, de faire appel par tous les moyens à la solidarité de classe des prolétaires, d'unifier dans la mesure du possible leurs revendications.

Au raidissement patronal, les travailleurs doivent opposer une union solide, non pas comme celle que leur propose la P.C.F. et la C.G.T., c'est-à-dire l'union de leur force pour ne rien faire, mais véritablement l'unité d'action qui peut seule, comme en 1936, les mener à la victoire.

## PROGRAMME REVENDICATIF ADOPTÉ PAR LE CONGRÈS

- Minimum vital en 40 heures et 5 jours établi en fonction de l'augmentation du coût de la vie et garanti par l'échelle mobile;
  - Suppression de l'abattement de 20 % pour les moins de 18 ans;
  - A travail égal, catégorie égale, salaire égal;
  - Election d'un délégué jeune chargé de défendre spécialement les revendications des jeunes;
  - Suppression des limites d'âge et des nationalités pour les électeurs et les éligibles;
  - Culture physique, perfectionnement professionnel, formation préliminaire obligatoire, pendant les heures de travail et payées comme telles;
  - Un mois et demi de congés payés : un mois l'été, quinze jours l'hiver;
  - Interdiction d'employer les jeunes dans les travaux insalubres;
  - Contrôle médical mensuel;
  - Constitution d'un foyer réservé aux jeunes;
  - Constitution d'un fonds d'entreprise subventionnant les activités des jeunes travailleurs : sports, bibliothèque du foyer jeune, vacances collectives.
- POUR LES APPRENTIS :**
- Contrôle syndical :
    - sur les programmes d'instruction morale, technique et pratique, en vue d'une formation complète et non spécialisée à l'entreprise;
    - sur le choix des moniteurs.
  - Présalaire sur les bases suivantes :
    - 1<sup>re</sup> année : 50 %;
    - 2<sup>e</sup> année : 60 %;
    - 3<sup>e</sup> année : 80 %;
- des salaires d'un ouvrier qualifié :**
- Relèvement de la taxe d'apprentissage au taux de 2 %;
  - Fonds national pris sur les bénéfices patronaux et contrôlé par les syndicats;
  - Vacances pour les apprentis égales à celles des étudiants (deux mois).



## Résolution sur le travail d'entreprise

Le but essentiel que nous devons poursuivre dans la période à venir est le renforcement de la J.C.I. par la constitution de cellules dans les entreprises.

Pour ce faire, les militants devront se montrer les meilleurs combattants de la classe ouvrière et, afin de toucher l'immense majorité des travailleurs, il est indispensable que nos camarades prennent une part la plus large possible dans l'animation des syndicats.

Les militants de la J.C.I. devront être partout les animateurs et les promoteurs, s'il y a lieu, des commissions jeunes de la C.G.T. et y défendre les conceptions d'une tendance révolutionnaire.

Parallèlement à ce travail et afin de les consolider devra être mené un travail politique en direction des meilleurs éléments.

Ils entraîneront les jeunes travailleurs à l'action pour la charte revendicative suivante.

Cette charte est dirigée vers les couches les plus exploitées de la jeunesse laborieuse, en particulier vers les jeunes filles et les apprentis. Les organisations stalinienne et réformiste, par leur politique capitulaire, ont délibérément délaissé ces couches de jeunes travailleurs.

Ceux-ci ne peuvent se nourrir de chars de fleurs et de grandioses défilés, et c'est en reprenant la lutte pour la révolution socialiste qu'ils arracheront les revendications définies par la J.C.I.

Vendredi 9 Mai à 20 h. 30

RÉUNION PUBLIQUE

aux Sociétés Savantes

Rue Danton

"LA J. C. I. et le

PROBLÈME DES LOISIRS"

## Fidélité à ceux qui, dans la rue, sont morts

# LE 1<sup>er</sup> MAI

Le 1<sup>er</sup> mai n'est pas la fête du travail. C'est une journée de lutte internationale pour les revendications ouvrières. Depuis longtemps déjà, les traités du mouvement ouvrier ont essayé d'en changer le caractère et d'en faire une journée où les travailleurs défilent avec des mots d'ordre réformistes et chauvins.

Les Blum, les Thorez, les Jouhaux, ont sacrifié les intérêts de la classe ouvrière à l'intérêt national du capitalisme français. Le 1<sup>er</sup> mai c'est, pour eux, la fête du printemps avec du muguet à toutes les boutonnières. Les travailleurs doivent faire de ce 1<sup>er</sup> mai une journée de lutte revendicative et se rappeler la glorieuse tradition de cette journée au cours de laquelle tombèrent sous les balles du capital tant de travailleurs.

En 1886, en Amérique, les Trade-Unionists décident d'organiser une manifestation pour la journée de huit heures à Chicago, le 1<sup>er</sup> mai. Un provocateur lança une bombe sur la police chargée du maintien de l'ordre et de nombreux militants furent arrêtés dont six furent pendus.

Le Congrès International Socialiste de 1889 décidait que le 1<sup>er</sup> mai serait jour chômé et, en 1890, pour la première fois, en France, eurent lieu de grandes manifestations ouvrières.

En 1891, la bourgeoisie prit ses précautions et lança dans la presse capitaliste des appels à la haine des travailleurs. Le ministre de l'Intérieur Constant fit courir aussi le bruit que les anarchistes allaient tout mettre à feu et à sang, ce qui lui permit, pour ce jour-là, de

mobiliser l'armée et la police. Des troupes furent massées un peu partout à Paris, Clichy, Lyon, Bordeaux, et les travailleurs furent sauvagement matraqués pendant ces manifestations.

A Fourmies, les groupes du parti ouvrier, réunis le 20 avril, avaient décidé, à l'unanimité, de fêter le 1<sup>er</sup> mai et de faire savoir aux fabricants qu'ils cesseraient le travail ce jour-là. Aussitôt, les patrons annoncèrent par affiches que les ouvriers qui ne se présenteraient pas à leur travail le jour du 1<sup>er</sup> mai seraient licenciés. Cette mesure fut d'ailleurs sans effet, car les ouvriers qui se présentèrent au travail furent si peu nombreux que les fabricants durent les renvoyer chez eux.

Le matin, les rues de la ville regorgeaient de monde. La police prit prétexte d'un rassemblement devant une filature pour procéder à de nombreuses arrestations. L'après-midi, les soldats, qui n'avaient pas été provoqués, ouvraient le feu, sans aucune sommation, sur une foule de jeunes gens, de femmes et d'enfants qui chantaient et exigeaient la libération des prisonniers.

Un homme de 30 ans, deux jeunes gens de 20 ans, deux enfants de 11 et 12 ans et quatre jeunes filles de 17 à 20 ans, furent tués. Comme l'écrivait Lafargue, peu de temps après la boucherie de Fourmies : « C'était la première fois que le fusil Lebel et la poudre sans fumée étaient essayés et les deux avaient fait merveille. »

Les dernières manifestations du 1<sup>er</sup> mai, avant 1914, affirmèrent la volonté des travailleurs de lutter contre la guerre menaçante. Puis les impérialistes déclenchèrent la grande boucherie et la plupart des chefs ouvriers se vautre dans l'union sacrée avec leur bourgeoisie. Pourtant, une faible lumière éclaira encore le prolétariat et le 1<sup>er</sup> mai 1915, l'Union des Métaux diffuse son journal clandestin qui appelle les travailleurs à lutter contre la guerre. Hélas, peine perdue ! Les travailleurs ont été liés à leurs patrons et à leurs officiers par les Jouhaux, les Renaudel et autres renégats.

En 1915, à Berlin, Karl Liebknecht organise une manifestation groupant 10.000 travailleurs qui crient : « A bas la guerre ! A bas le gouvernement ! ». La police arrête Liebknecht et le jette en prison d'où il ne sortira qu'en 1919, libéré par la révolution allemande.

1<sup>er</sup> mai 1923 : Depuis le mois de janvier, les troupes françaises occupaient le bassin minier de la Ruhr. Cependant, avant l'occupation, des représentants du prolétariat français s'étaient rencontrés à Essen avec des représentants du prolétariat allemand et ils avaient établi en commun un plan de lutte contre leurs deux gouvernements.

Le 1<sup>er</sup> mai, le Ruhr Echo lance un appel à la fraternisation entre ouvriers français sous l'uniforme et ouvriers allemands (1). Les soldats refusent d'arracher les affiches. Les quêtes s'organisent dans les régiments et c'est le début de

la fraternisation qui va s'étendre. 1<sup>er</sup> mai 1934 : Partout se dressent des barricades. A Paris, le gouvernement concentre douze régiments d'infanterie et dix escadrons de cavalerie. Le directeur de la police municipale, Marchand, déclare : « Les gardiens de la paix sont impressionnables, il faudrait les habituer à voir couler le sang... »

Dans le 13<sup>e</sup>, les travailleurs de la Cité Jeanne-d'Arc tiennent un siège qui devait durer plus de six heures. Le 1<sup>er</sup> mai 1934 aura été le dernier 1<sup>er</sup> mai de lutte. Ensuite, en effet, c'est le règne du Front Populaire qui transforme les démonstrations ouvrières en cortèges joyeux ou décorés, mais privés de tout caractère de classe.

1<sup>er</sup> mai 1939 : C'est l'ultime trahison du Rassemblement Populaire, dont toute l'action n'a été qu'une longue suite de trahisons. Réformistes et stalinien s'unissent aux bonzes syndicaux pour engager la classe ouvrière à ne pas chômer le jour du 1<sup>er</sup> mai. C'est le couronnement de la politique de défense nationale et de collaboration avec la bourgeoisie. Comme pendant la première guerre impérialiste mondiale, la direction de la C.G.T. refuse de lancer le mot d'ordre de grève, car l'union est dès aujourd'hui réalisée.

Pendant la guerre, Pétain, comme l'avait déjà fait Hitler, voulut dérober leur 1<sup>er</sup> mai aux travailleurs pour en faire une fête gouver-

nementale. Mais pendant toute la guerre, chaque 1<sup>er</sup> mai, malgré la répression, des manifestations et des inscriptions montraient que le prolétariat n'était pas mort et aurait sa revanche. Le 1<sup>er</sup> mai 1944, un numéro spécial de la Vérité appelait les travailleurs à se préparer à la guerre générale contre la relève.

En 1945, au nom de la production, du relèvement de la France, etc..., la C.G.T. avait décidé que le 1<sup>er</sup> mai ne serait pas chômé et Henaff écrivait le 12 avril : « Manifester le 1<sup>er</sup> mai en travaillant ? pour écraser le fascisme et pour nos revendications, c'est donc rester dans la tradition de lutte revendicative et de solidarité internationale... Et sous la pression de la campagne organisée par la Vérité pour un 1<sup>er</sup> mai de lutte, que la C.G.T. recula et que le 1<sup>er</sup> mai fut chômé. »

En 1947, les leaders de la classe ouvrière veulent faire du 1<sup>er</sup> mai une joyeuse journée alors que les jeunes travailleurs vont être embrigadés, que leurs salaires sont dérisoires, qu'ils travaillent cinquante heures et plus par semaine.

Jeunes travailleurs, vous ferez de ce 1<sup>er</sup> mai une manifestation digne de son histoire et d'où partiront les victoires de demain et l'écrasement de ce régime d'oppression. Vous déposerez vos cahiers de revendications. Vous irez aux manifestations avec les mots d'ordre : « A bas la guerre ! A bas la F.P.M.O. ! Ne touchez pas aux 40 heures ! »

(1) Voir en page 6 l'appel publié par le Ruhr Echo.